

Mardi 4 mars, une quarantaine de personnes ont participé à la réunion publique organisée par FO et la FCPE à Laval.

Un succès par la richesse et la diversité des interventions !

Pendant près de 2 heures, les interventions se sont succédées dans la salle : parents, AESH, enseignants, enseignants spécialisés, éducateurs, médecins, infirmiers en pédopsychiatrie, CMP, IME, UUMA, UEA, SATED, CAMS...

Tous affirment que l'inclusion scolaire ne peut se faire que dans le respect des besoins de chaque enfant. Tous ont condamné l'inclusion maltraitante, indifférenciée et systématique qui place tous les acteurs dans des situations insupportables, maltraités ici, maltraitants là, ou se retrouvant à générer la pénurie de moyens là-bas.

La situation en Mayenne est alarmante :

RUPTURE d'égalité de droits : en Mayenne, 400 élèves sont en attente d'une place en IME, ITEP, UEMA, UEEA, SATED, CMP, SESSAD, ULIS ou SEGPA. Ces élèves sont soit scolarisés en « milieu ordinaire » sans respect de leur besoin ou de leur compensation, soit totalement déscolarisés. 200 enfants ont une orientation dans le médico-social (IME, ITEP, ou SATED) et sont en attente d'une place. Cette rupture d'égalité des droits impacte tous les autres élèves et leurs familles, les autres personnels des établissements et services (Education, santé, médico-social).

DÉFAUT de soin : La pédagogie en milieu dit « ordinaire » ne peut se substituer aux soins, ni à l'attention spécialisée nécessaires à certains enfants en situation de handicap. Dans la santé et dans le médico-social - secteurs pour lesquels parfois le suivi d'orientation vers un médecin notamment est impossible – on ne peut apporter une réponse aux enfants et aux familles faute de moyens. A l'USISEA de Laval, il y a seulement 3 lits d'hospitalisation, et il y a à peine la moitié des effectifs médicaux dans toute la pédopsychiatrie (CMP...)

Les interventions ont porté sur les situations de maltraitance et de culpabilisation dans lesquelles sont placés les personnels et les familles (EN professeurs ou AESH, médico-social, santé) en raison d'une inclusion systématique et indifférenciée et des conditions de travail de plus en plus difficiles, en raison des fermetures de classes, d'écoles, de la gestion de la pénurie et du manque de place, dans la santé et le médico-social.



Pour les parents, c'est le parcours du combattant : entre la désillusion et le leurre de l'inclusion scolaire systématique, les démarches sont non seulement lourdes, que cela soit pour la reconnaissance du handicap, et ensuite pour que les compensations soient effectives. Au final, la notification n'est pas respectée, ici il manque un AESH, là l'enfant attendra 4 ans avant de pouvoir rejoindre un IME.

Plusieurs AESH ont aussi pris la parole. Leur situation de grande précarité les place parfois dans des situations intenable. Personnels d'accompagnement, professionnels et essentiels, ils n'ont à ce jour aucune perspective en matière de statut de la Fonction Publique et donc de carrière, de salaire ou de réelle formation.

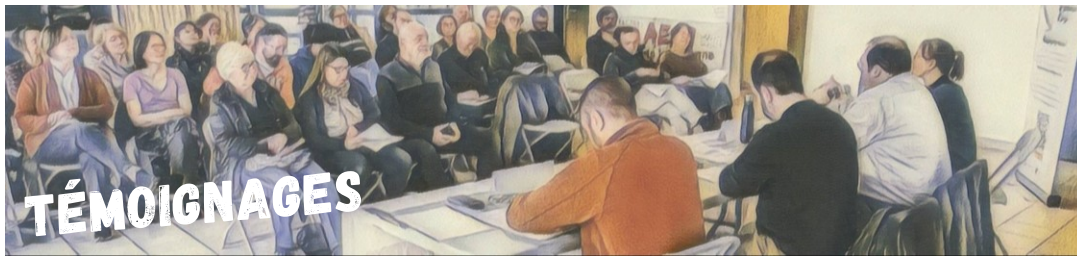
Les participants sont effarés de l'acte 2 de l'école inclusive qui va notamment donner plus de place à l'Education Nationale dans la prescription (orientation et/ou accompagnement) en ne jugeant uniquement les situations par le prisme budgétaire, via des dispositifs d'accompagnement (autorégulation, protocoles...) rendant toujours un peu plus responsables de la situation les personnels au lieu de répondre aux besoins au cas par cas des enfants.

En Mayenne, pour FO et la FCPE il faut de toute urgence :

- **La création des places en IME/ITEP à hauteur des besoins**
- **Le recrutement de tous les enseignants spécialisés et PsyEN-EDA pour restaurer des RASED complets**
- **Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH,**
- **L'abandon des PIAL et de l'acte 2 de l'école inclusive**
- **Le respect de toutes les notifications de la MDA**
- **Le recrutement de soignants et de médecins à la hauteur des besoins en pédopsychiatrie (CMP, USISEA...), l'ouverture de lits d'hospitalisation, notamment pour les adolescents en souffrance**

FO et la FCPE remercient toutes les personnes qui ont participé à cette réunion publique. A la demande de nombreux participants une nouvelle réunion sera certainement programmée dans les mois à venir.

A Laval le 5 mars 2025



CMP : « On passe notre temps à gérer des attentes, avec des SAS, et c'est pareil dans les autres structures ITEP, SESSAD... on ne fait pas ce métier pour ça ! »

Enseignante référente : « On demande aux familles d'accueil de s'occuper d'un enfant déscolarisé, et l'ASE n'a déjà plus aucun moyen »

AESH : « J'ai accompagné un enfant pendant trois ans, sur l'école, c'était extrêmement difficile parce qu'il n'y avait pas de soin, j'ai souffert et lui aussi. »

Enseignant spécialisé : « Des familles doivent déjà accepter le handicap très tôt pour leur enfant. Au terme de l'UEMA, c'est l'orientation, parfois en milieu ordinaire parfois en ULIS, en IME, en SATÉD... et là c'est la douche froide : il n'y a pas de place pour leur enfant ! »

Médecin du CAMS et PCO : « Les difficultés se sont vraiment accentuées depuis 2 ans, on doit anticiper en permanence les orientations. Il y a des attentes très longues partout, du coup c'est très violent pour les familles, et on sait que ce sera très difficile. On sait qu'il n'y aura pas d'entrée au CMP. On laisse beaucoup d'enfants, parce qu'on les accompagne, et puis après, il ne se passe probablement rien pendant plus de deux ans du fait du manque de places. En PCO on a fermé au bout d'un an et demi, on nous demandé de faire avec les moyens qui n'étaient pas du tout proportionnés aux besoins. C'est une tranche d'âge pour laquelle il n'y pas suffisamment de structures notamment du fait de l'absence de médecine libérale et de moyens en pédopsychiatrie. Concernant les besoins en soin on est aussi sur la question du manque de moyen, comme du côté de l'Education nationale. »

AESH : « Nous n'avons aucune formation, aucune vraie formation. J'ai fait mon propre matériel, je me suis débrouillée, j'ai toujours trouvé énormément de partage avec les enseignants. J'ai accompagné un élève autiste au collège, qui menaçait de se suicider. Je lui courais après dans les couloirs. C'était hyper dur et je n'ai eu aucun soutien. Pour cet élève rien n'était adapté. Son coin refuge c'était sous des escaliers non chauffé. J'ai fini à l'hôpital avec une pneumonie. Pendant mon arrêt, on m'a déplacée, sans me prévenir. Ensuite je suis allée dans une école avec un élève qui ne pouvait pas tenir en place, il ne pouvait pas rester dans la classe : il criait, il chantait, il crachait, il tapait, il frappait... au bout d'un moment, j'ai passé mes journées à faire des ateliers avec lui dans une salle à part. Et là je me suis dit : je ne suis pas éducateur spécialisé, je n'ai pas la paye qui va avec ! mais je le fais quand même et à un moment j'ai craqué. J'ai aussi accompagné un élève TDAH. Je sortais de la classe avec lui pour jouer au ballon car il ne pouvait pas tenir dans la classe. Un jour je suis tombée, j'ai eu une fracture du sacrum. Pour la reconnaissance de l'accident du travail c'était le parcours du combattant qu'il soit reconnu. Aujourd'hui, je ne suis toujours pas soignée, une chose est sûre, je ne retournerai pas au travail pour souffrir et pour avoir mal. »

Enseignante : « On prend des coups, on se fait cracher dessus, on se fait insulter, et on prend sur nos épaules. On culpabilise parce qu'on sait qu'il n'y aura pas de place en établissement spécialisé. On souffre, on a mal. Mais il y a aussi les autres élèves qui subissent, l'élève lui-même qui est en crise, les parents... On est dans des situations de maltraitance. »

Parent : « En janvier, mon enfant est inscrit sur liste d'attente au CMP, il passe des tests psychométriques en libéral. La neuropsychologue demande alors des bilans complémentaires d'orthophoniste, de psychomotricité, d'orthoptie, et d'ergothérapie pour un potentiel trouble du spectre de l'autisme. Bilans après bilans, divers troubles sont diagnostiqués. 3 suivis paramédicaux à raison d'une fois par semaine se mettent en place. Nous sommes en début de CM1, tous les efforts qu'on lui demandait aussi bien à l'école qu'à la maison étaient impossibles à réaliser pour lui. Sa lenteur à l'écriture, n'était pas de la mauvaise volonté mais une réelle souffrance. Premier dossier MDA rejeté, obligé de formuler un recours pour réussir à avoir un ordinateur à l'école, une AESH et une aide financière pour ses suivis. Nous sommes en fin de CM1. Mise en place des aménagements en début de CM2, puis très vite, se pose la question d'une orientation en 6ème SEGPA, il ne répondrait pas à des critères, et je n'y suis pas favorable dans la mesure où les aménagements mis en place n'ont pas encore montré si ça l'aidait. Milieu de CM2, le CMP le prend enfin en charge pour un bilan du trouble du spectre autistique qui révèle bien un TSA. Nouveau dossier MDA en catastrophe pour avoir des aménagements complémentaires et notamment une AESH individuelle pour sa rentrée en 6ème. Malgré le dépôt en temps et en heure, la notification n'arrivera que fin octobre. Aujourd'hui, et vu son début de parcours de collégien, on peut dire qu'il a les aménagements nécessaires. Il retourne enfin à l'école avec plaisir. Il aura fallu 3 années pour avoir un diagnostic définitif et des aménagements qui répondaient à ses besoins spécifiques, 3 années et 4 dossiers MDA. »